

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

—  
Note

(1) Session 2012-2013.  
Chambre des représentants  
Documents. – 53-3047  
N°1 : Projet de loi  
N°2 : Rapport  
N°3 : Texte adopté  
N°4 : Rapport  
N°5 : Texte adopté  
Sénat  
Document. – S-5-2348  
N°1: Projet non évoqué

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

—  
Nota

(1) Zitting 2012-2013.  
Kamer van volksvertegenwoordigers  
Stukken. – 53-3047  
N°1 : Wetsontwerp  
N°2 : Verslag  
N°3 : Aangenomen tekst  
N°4 : Verslag  
N°5 : Aangenomen tekst  
Senaat  
Stuk. – S-5-2348  
N°1 : Niet geëvoceerd

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2013/24445]

15 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 avril 2007 fixant les normes auxquelles le programme de soins oncologiques spécialisé pour le cancer du sein doit satisfaire pour être agréé. — Erratum

*Moniteur belge* du 20 décembre 2013 :

Dans le texte francophone de l'article 24, § 2, inséré par l'article 30 du présent arrêté, les mots « exploité dans le cadre d'un accord de collaboration exclusive » sont remplacés par les mots « exploitée que dans le cadre d'un accord de collaboration exclusif ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C – 2013/24445]

15 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 april 2007 houdende vaststelling van de normen waaraan het gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker moet voldoen om te worden erkend. — Erratum

*Belgisch Staatsblad* van 20 december 2013 :

In artikel 30 van dit besluit worden in de Franse tekst van het ingevoegde artikel 24, § 2, de woorden « exploité dans le cadre d'un accord de collaboration exclusive » vervangen door de woorden « exploitée que dans le cadre d'un accord de collaboration exclusif ».

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2013/11640]

18 DECEMBRE 2013. — Loi modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition générale

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — Modifications de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité

**Art. 2.** Dans l'article 2 de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, le 1<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 4 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2013/11640]

18 DECEMBER 2013. — Wet houdende wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie en houdende wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestaand in deze kerncentrales (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie

**Art. 2.** In artikel 2 van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie wordt de bepaling onder 1<sup>o</sup> opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1<sup>er</sup>. Les centrales nucléaires destinées à la production industrielle d'électricité à partir de la fission de combustibles nucléaires, sont désactivées aux dates suivantes et ne peuvent plus produire d'électricité dès cet instant:

- Doel 1 : 15 février 2015;
- Doel 2 : 1<sup>er</sup> décembre 2015;
- Doel 3 : 1<sup>er</sup> octobre 2022;
- Tihange 2 : 1<sup>er</sup> février 2023;
- Doel 4 : 1<sup>er</sup> juillet 2025;
- Tihange 3 : 1<sup>er</sup> septembre 2025;
- Tihange 1 : 1<sup>er</sup> octobre 2025.”;

“2<sup>o</sup> le § 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Dans les autorisations individuelles d'exploitation et de production industrielle d'électricité à partir de la fission de combustibles nucléaires, délivrées pour une période sans limitation de durée par le Roi,

a) en vertu de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultants des radiations ionisantes ainsi que sur base de l'article 5 de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes et qui restent d'application en vertu de l'article 52 de la loi du 15 avril 1994;

b) sur base de l'article 16 de la loi du 15 avril 1994, ainsi qu'en vertu des articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants;

les dispositions relatives à la permission de production industrielle d'électricité à partir de la fission de combustibles nucléaires prennent fin à la date mentionnée au paragraphe 1<sup>er</sup>. Les autres dispositions restent intégralement d'application jusqu'à ce qu'elles soient adaptées en vertu de la loi du 15 avril 1994 ou de ses arrêtés d'exécution.”.

**Art. 4.** Dans la même loi, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

“Art. 4/1. § 1<sup>er</sup>. Les propriétaires de la centrale nucléaire Tihange 1 versent à l'Etat, chacun au prorata de sa part indivise et sans solidarité entre eux, une redevance annuelle, calculée conformément au paragraphe 2, en contrepartie de la prolongation de la durée d'exploitation de la centrale jusqu'au 30 septembre 2025.

§ 2. La redevance annuelle visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est établie pour la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2015, pour chacune des années calendrier de 2016 à 2024 et pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2025. Elle est due au 15 avril de l'année qui suit la période pour laquelle elle est établie.

Ladite redevance correspond, pour chaque période, à 70 pourcent de la différence positive entre, d'une part, le produit de la vente de l'électricité de la centrale nucléaire Tihange 1, établi comme prévu à l'alinéa 3, et, d'autre part, la somme des postes suivants :

1<sup>o</sup> l'ensemble des charges réelles liées à l'exploitation de la centrale, en ce compris les amortissements relatifs aux investissements de jouvence requis, et

2<sup>o</sup> une rémunération globale nette de 9,3 pourcent appliquée aux investissements de jouvence, destinée à couvrir le coût du capital mobilisé par ces investissements et les risques spécifiques du projet, mesurés de façon comparative dans un environnement international.

Les propriétaires de la centrale nucléaire Tihange 1 ont la libre disposition de l'électricité produite par la centrale. Pour le calcul de ladite redevance, le produit de la vente de l'électricité de la centrale est établi sur la base de la production maximale de celle-ci, à une disponibilité de 100 pourcent, qui est réputée être vendue, au prix du marché, pour un tiers à terme deux ans à l'avance, pour un tiers à terme un an à l'avance et pour un tiers le jour avant le jour de production. Ce produit est régularisé en fonction de la quantité réellement produite par la prise en compte du prix des volumes achetés pour compenser des volumes non produits lors des périodes d'indisponibilité.

Lorsque, pour une période, le produit de la vente ainsi établi est inférieur à la somme des postes visés à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, la différence négative est portée en déduction du produit de vente des périodes suivantes, étant entendu qu'un solde négatif subsistant au 30 septembre 2025 demeure à charge des propriétaires.

“§ 1. De nucleaire centrales bestemd voor de industriële elektriciteitsproductie door de splijting van kernbrandstoffen, worden gedisactiverd op de volgende data en mogen vanaf dan geen elektriciteit meer produceren:

- Doel 1 : 15 februari 2015;
- Doel 2 : 1 december 2015;
- Doel 3 : 1 oktober 2022;
- Tihange 2 : 1 februari 2023;
- Doel 4 : 1 juli 2025;
- Tihange 3 : 1 september 2025;
- Tihange 1 : 1 oktober 2025.”;

2<sup>o</sup> paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt :

“§ 2. In de individuele vergunningen tot exploitatie en tot industriële elektriciteitsproductie door splijting van kernbrandstoffen, die door de Koning zonder tijdsbeperking werden toegekend,

a) krachtens de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren alsook op basis van artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen en die van toepassing blijven krachtens artikel 52 van de wet van 15 april 1994;

b) op basis van artikel 16 van de wet van 15 april 1994, alsook krachtens de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen;

nemen de bepalingen betreffende de toelating tot industriële elektriciteitsproductie door splijting van kernbrandstoffen een einde op de datum vermeld in paragraaf 1. De overige bepalingen blijven onverkort van toepassing tot op het ogenblik dat ze worden aangepast krachtens de wet van 15 april 1994 of haar uitvoeringsbepalingen.”.

**Art. 4.** In dezelfde wet wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 4/1. § 1. De eigenaars van de kerncentrale Tihange 1 storten aan de Staat, elk naar evenredigheid met zijn onverdeeld aandeel en zonder hoofdelijkheid onderling, een jaarlijkse vergoeding, berekend overeenkomstig paragraaf 2, bij wijze van tegenprestatie voor de verlenging van de exploitatieduur van de centrale tot 30 september 2025.

§ 2. De jaarlijkse vergoeding bedoeld in paragraaf 1 wordt vastgesteld voor de periode van 1 oktober tot 31 december 2015, voor elk van de kalenderjaren van 2016 tot 2024 en voor de periode van 1 januari tot 30 september 2025. Zij is verschuldigd op 15 april van het jaar volgend op dat waarvoor zij is vastgesteld.

Voorname vergoeding stemt voor elke periode overeen met 70 procent van het positieve verschil tussen, enerzijds, de opbrengst van de verkoop van de elektriciteit van de kerncentrale Tihange 1, vastgesteld zoals bepaald in het derde lid, en, anderzijds, de som van volgende posten :

1<sup>o</sup> het geheel van de werkelijke kosten verbonden aan de exploitatie van de centrale, met inbegrip van de afschrijvingen van de vereiste investeringen voor levensduurverlenging, en

2<sup>o</sup> een globale netto vergoeding van 9,3 procent op de investeringen voor levensduurverlenging, tot dekking van de kost van het kapitaal aangewend voor die investeringen en van de specifieke risico's van het project vergeleken in een internationale context.

De eigenaars van de kerncentrale Tihange 1 hebben de vrije beschikking over de elektriciteit geproduceerd door de centrale. Voor de berekening van voornoemde vergoeding wordt de opbrengst van de verkoop van de elektriciteit van de centrale vastgesteld op basis van de maximale productie van de centrale, aan een beschikbaarheid van 100 procent, die wordt geacht aan de marktprijs te worden verkocht voor één derde op termijn twee jaar op voorhand, voor één derde op termijn één jaar op voorhand en voor één derde de dag vóór de dag van productie. Deze opbrengst wordt geregulariseerd in functie van de werkelijk geproduceerde hoeveelheid door de prijs van de volumes, aangekocht ter compensatie van niet geproduceerde volumes tijdens perioden van onbeschikbaarheid, in rekening te brengen.

Wanneer voor enige periode de aldus vastgestelde verkoopopbrengst lager is dan de som van de posten bedoeld in het tweede lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, wordt het negatieve verschil in mindering gebracht van de verkoopopbrengst van de volgende perioden, met dien verstande dat een eventueel negatief saldo per 30 september 2025 ten laste blijft van de eigenaars.

§ 3. Sans préjudice des missions qui lui sont confiées par la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz est chargée d'une mission spéciale de vérification des revenus et des charges visés au paragraphe 2. Les propriétaires de la centrale nucléaire Tihange 1 communiquent à la Commission toutes les données dont celle-ci a besoin aux fins de cette vérification.

§ 4. La redevance visée au paragraphe 1<sup>er</sup> exclut toutes autres charges en faveur de l'Etat (à l'exception des impôts d'application générale) qui seraient liées à la propriété ou à l'exploitation de la centrale nucléaire Tihange 1, aux revenus, production ou capacité de production de cette centrale ou à l'utilisation par celle-ci de combustible nucléaire.

§ 5. L'Etat peut conclure une convention avec les propriétaires de la centrale nucléaire Tihange 1 en vue de :

1° préciser les modalités de calcul de chacune des composantes de la redevance visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, de l'imputation d'éventuelles différences négatives sur les revenus des périodes suivantes, et de la vérification des revenus et charges liés à l'exploitation de la centrale; et

2° régler l'indemnisation des propriétaires en cas d'arrêt définitif anticipé de la centrale imposé par les autorités publiques ou en cas d'actes unilatéraux de l'Etat fédéral qui auraient pour effet soit de modifier les paramètres économiques définis dans la convention soit de réduire la capacité des propriétaires à rentabiliser les investissements de jeunesse consentis pour la prolongation de l'exploitation de la centrale nucléaire de Tihange 1."

Art. 5. L'article 9 de la même loi est abrogé.

**CHAPITRE 3. — Modification de la loi du 11 avril 2003 sur les prévisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales**

Art. 6. Dans l'article 11, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, les mots "soit au plus tard quarante ans après la date de mise en service industrielle" sont remplacés par les mots "soit au plus tard aux dates prévues à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des Chances,  
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

—  
Note

*Documents de la Chambre des représentants* : 53-3087 – 2013/2014 :

N° 1 : Projet de loi.

N°s 2 et 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte adopté par la commission.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Compte rendu intégral* : 28 novembre 2013.

*Documents du Sénat* : 5-2367/1 – 2013/2014 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : décision de ne pas amander

*Annales du Sénat* : 12 décembre 2013.

§ 3. Onverminderd de opdrachten die haar worden toevertrouwd door de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, is de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas belast met een bijzondere opdracht om de inkomsten en de werkelijke kosten bedoeld in paragraaf 2 te verifiëren. De eigenaars van de kerncentrale Tihange 1 verstrekken aan de Commissie alle gegevens die zij nodig heeft voor deze verificatie.

§ 4. De vergoeding bedoeld in paragraaf 1 sluit alle andere heffingen ten voordele van de Staat uit (met uitzondering van de belastingen van algemene toepassing) die zouden zijn verbonden aan de eigendom of de exploitatie van de nucleaire centrale Tihange 1, aan de inkomsten, productie of productiecapaciteit van deze centrale of aan het gebruik van nucleaire brandstof door de centrale.

§ 5. De Staat kan met de eigenaars van de kerncentrale Tihange 1 een overeenkomst aangaan teneinde :

1° de nadere regels te preciseren voor de berekening van elk van de bestanddelen van de vergoeding bedoeld in paragraaf 1, voor de aanrekening van eventuele negatieve verschillen op de inkomsten van de volgende perioden, en voor de verificatie van de inkomsten en kosten verbonden aan de exploitatie van de centrale; en

2° de schadeloosstelling van de eigenaars te regelen in geval van vroegtijdige definitieve stillegging van de centrale die door de overheid wordt opgelegd, of in geval van eenzijdige handelingen van de Federale Staat die ofwel de economische parameters zouden wijzigen die in de overeenkomst bepaald zijn, ofwel het vermogen zouden verminderen van de eigenaars om het verwachte rendement te halen uit de investeringen voor levensduurverlenging gedaan voor de verdere exploitatie van de kerncentrale Tihange 1."

Art. 5. Artikel 9 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**HOOFDSTUK 3. — Wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrale en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales**

Art. 6. In artikel 11, § 3, eerste lid, van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales, worden de woorden "te weten ten laatste veertig jaar na de datum van industriële ingebruikname" vervangen door de woorden "te weten uiterlijk op de in artikel 4, § 1, van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie bepaalde data."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen,  
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Energie,  
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

—  
Nota

*Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers* : 53-3087 — 2013/2014 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 en 3 : Amendementen

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Integraal Verslag* : 28 november 2013.

*Stukken van de Senaat* : 5-2367 — 2013/2014 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 5 : Beslissing om niet te amenderen.

*Handelingen van de Senaat* : 12 december 2013.